

*Le budget—M. Mackasey*

celui de tous les autres députés et des autres Canadiens qui n'ont pas à s'inquiéter de l'inflation ou du chômage, peut servir au moins à atténuer les répercussions négatives de l'inflation sur les Canadiens moins fortunés.

**M. Riis:** Que dire des gens qui gagnent \$12,000?

**M. Mackasey:** Le député, qui est l'un de mes préférés, ne devrait pas m'interrompre car, hier soir, en subventionnant les taux d'intérêt pour les petits commerçants, les agriculteurs et les pêcheurs, nous sommes venus en aide aux gens qui, jusque-là, avaient dû combattre seuls l'inflation au Canada.

Ce que nous avons fait hier soir est conforme à la bonne tradition libérale et, d'après moi, aurait dû être fait depuis longtemps, si je puis dire. Les vrais perdants de la lutte contre l'inflation étaient les jeunes Canadiens qui ont acheté une maison. J'ai déjà acheté des maisons et, dans mon temps, il était nécessaire de mettre en commun les revenus des deux conjoints et de réduire les dépenses pour arriver à verser un acompte sur une maison. Nous savions pouvoir verser cet acompte s'il ne se présentait aucun imprévu. En ce temps-là, c'était la maladie que nous craignions. Aujourd'hui, il faut absorber tout à coup des taux de renouvellement hypothécaire qui auraient été considérés comme usuraires il y a cinq ans. Les gens qui s'achètent une maison aujourd'hui sont les vraies victimes de l'inflation.

Qu'a fait le ministre des Finances (M. MacEachen)? Comment s'est-il attaqué à l'inflation? Encore une fois, je consulte les spécialistes et je vous renvoie à l'excellent ouvrage de Thurow, «Cinq défis économiques», dans lequel cet éminent économiste nous rappelle que l'inflation existe depuis la nuit des temps, qu'il n'est pas besoin d'être sorcier pour la combattre, et que si vous voulez créer une récession importante, vous pouvez réduire l'inflation à zéro. En fait l'Allemagne de l'Ouest et la Suisse l'ont fait il y a quelques années, lorsque leur gouvernement respectif a réduit sensiblement la masse monétaire. Cela a provoqué une flambée du taux de chômage et les autorités allemandes ont alors décidé de renvoyer dans leurs pays les travailleurs immigrés portugais, grecs et italiens. Ce luxe, nous ne pouvons pas nous le permettre. C'est exclu.

● (1740)

Thurow dit qu'on peut limiter d'autorité l'augmentation des prix et des salaires, mais nous savons tous que, dans un régime fédéral, ce n'est pas souhaitable, même si cela a des chances d'être efficace avec le temps. L'autre solution, c'est la limitation volontaire des augmentations. Si tous les Canadiens qui écoutent étaient prêts à modérer leurs attentes, à limiter volontairement l'augmentation de leur revenu à 6 p. 100, l'inflation chuterait. Mais c'est utopique, nous ne vivons pas dans une société parfaite. Personne n'a jamais pu créer ce climat.

Dans le monde des affaires, on se plaît à dire: «Mais on peut équilibrer le budget». Depuis 20 ou 30 ans, le Portugal a toujours eu un budget équilibré, mais c'est le pays qui a le niveau de vie le plus faible de l'Europe; il n'y a pas de routes, pas d'écoles, pas d'hôpitaux, en un mot pas de qualité de vie. Le gouvernement portugais n'a jamais pu trouver l'argent pour financer l'aménagement de telles infrastructures et en même temps équilibrer son budget. Quelle est la solution? Manifestement et à raison, je crois, le ministre a essayé d'associer des mesures diverses, comme le contrôle volontaire, ce qu'on a fait jusqu'à un certain point hier soir, le blocage de certaines

augmentations puisque nous disposons d'un certain contrôle, d'une certaine influence et que nous avons une fonction publique, tout en poursuivant une politique monétaire raisonnablement sévère, dans l'espoir que cet ensemble de mesures aura les résultats souhaités. Et ce sera le cas, car, comme Thurow nous le rappelle, même une politique d'austérité aussi absurde que celle de la Grande-Bretagne finira par porter ses fruits un jour. Certes, de telles initiatives vont entraîner des malaises sociaux, miner l'économie, abaisser la capacité de production à environ 30 p. 100, supprimer la productivité, mais elles vont certainement brider l'inflation. Dans notre pays, je ne crois pas que nous voulions prendre cette voie, d'autant plus que nos concitoyens ont les moyens, à condition de se serrer un petit peu la ceinture, d'éviter d'être obligé d'en passer par cette solution indésirable.

Thurow recense les moyens de lutte contre l'inflation et j'en ai énuméré quelques-uns. Bien des gens souffrent des taux d'intérêt usuraires, anormalement élevés: je veux parler de ce couple dont l'un des deux se retrouve soudain au chômage, de cet agriculteur qui fait faillite parce qu'il ne trouve pas d'argent pour acheter des semences, de ces pêcheurs qui ne peuvent pas acheter de nouveaux filets et de ces chefs d'entreprise qui ne peuvent pas payer leurs employés. Cette situation ne peut plus durer, nous devons faire notre part. Les décisions qui ont été annoncées hier soir sont justifiées et se font attendre depuis trop longtemps. Elles s'inspirent de la politique libérale dans le vrai sens du terme. Ce sont des mesures qui devraient trouver un écho auprès de tous ceux qui s'intéressent à leurs concitoyens. Le gouvernement, en augmentant, par l'entremise du ministre, l'impôt sur le revenu de ceux d'entre nous que Thurow classe comme les perdants ou les vainqueurs au jeu de l'inflation, en nous demandant de verser \$800, \$1,000, \$200 ou je ne sais quoi par année selon notre barème d'imposition, a accumulé 1 milliard de dollars environ qui peuvent être au moins utilisés pour atténuer les difficultés de ceux qui, volontairement ou non, ont dû lutter contre l'inflation. Lorsque nous subventionnons les taux d'intérêt consentis au fermier, au pêcheur ou au petit homme d'affaires, grâce au budget d'hier soir, nous lui donnons de l'espoir. Nous lui avons montré la voie. Nous lui avons montré que nous avions ses intérêts à cœur et que même si nous ne pouvions pas ramener les taux d'intérêt à zéro, à cause de l'égoïsme des Américains, nous pouvions au moins le subventionner et partager, grâce à nos impôts, son fardeau. C'est du simple bon sens. La bible, dans les deux testaments, nous l'enseigne. Même d'un point de vue égoïste, c'est dans l'intérêt de tout un chacun, notamment le monde des affaires. Lorsque nous avons dit que nous fournirions des capitaux d'amorçage et que nous aiderions les gens désirent acheter une maison à verser un acompte, nous prenions alors la première mesure utile pour restimuler l'économie et réduire le taux de chômage au Canada.

Je suis fier de voir que le ministre n'a pas cédé à la tentation d'augmenter le déficit; non pas que je pense que cela soit mauvais en soi, mais je peux déjà entendre tous les réactionnaires d'en face condamner le ministre s'il avait posé ce geste. Cela serait une tragédie. Il n'a pas cédé à la tentation de se substituer aux régulateurs automatiques, de réduire les prestations d'assurance-chômage ou de prendre toute autre mesure de ce genre. Il s'en est tenu aux principes libéraux. Il est resté fidèle